



VEILLE ÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE

Suisse et Liechtenstein

Une publication du SE de Berne
Semaine du 14 juillet 2025

Faits saillants

- La Suisse craint des contre-mesures de l'Union européenne en cas d'imposition des droits de douane supplémentaire à hauteur de 30 %
- Nette contraction du commerce extérieur au 2^{ème} trimestre 2025, plombé par le repli de -29 % des ventes vers les Etats-Unis
- La baisse du taux directeur de la Banque nationale suisse pourrait affecter les bénéfices des banques

LES CHIFFRES À RETENIR

	Au 17/07	Var. vs 10/07
EUR/CHF	0,9320	- 0,1 %
USD/CHF	0,8035	+ 1,1 %
SMI	11 962	- 1,4 %
Taux 10a	0,465 %	+ 3 pb

Macroéconomie

Droits de douane américains : Gardant en tête la nouvelle date limite du 1^{er} août imposée par D. Trump, la Suisse attend toujours une réponse de l'administration américaine pour poursuivre les négociations commerciales. L'annonce de D. Trump d'une possible hausse allant jusqu'à 30 % des droits de douane imposés à l'UE à partir du 1^{er} août a suscité beaucoup d'inquiétudes en Suisse : les analystes s'inquiètent en effet fortement des effets indirects de cette mesure sur la Confédération, en particulier dans le cas où l'UE déciderait de riposter via l'instauration de contre-mesures. Selon le KOF, centre de recherches conjoncturelles de l'ETH Zurich, la Suisse pourrait subir une perte de revenu réel d'environ 1,3 % de son PIB, dans le cas où l'UE répondrait aux droits de douane américains par l'instauration de tarifs similaires à l'égard des pays-tiers.

Commerce extérieur : Après le niveau record atteint au 1^{er} trimestre, le commerce extérieur de la Suisse s'est contracté au 2^{ème} trimestre 2025, dans les deux directions du trafic. Les exportations désaisonnalisées se sont élevées à 70 Mds CHF sur trois mois, en repli de -5,3 % par rapport au trimestre précédent en termes nominaux, alors que les importations ont affiché un recul de -7,1 % à 57 Mds CHF. Le solde commercial a ainsi affiché un excédent de 13,4 Mds CHF, en légère baisse par rapport au 1^{er} trimestre. Cette double contraction s'explique notamment par les résultats du secteur de la chimie-pharmaceutique, avec -9,6 % d'exports et -14,2 % d'imports. L'horlogerie ainsi que le secteur des machines et de l'électronique ont en revanche enregistré une hausse de leurs ventes. Comme escompté, les exportations vers les Etats-Unis ont fortement diminué (-29 %) après les chiffres particulièrement élevés du trimestre précédent, qui reflétaient l'anticipation des annonces tarifaires américaines. Les ventes vers la France ont quant à elles fléchi de -0,2 %, et les imports depuis l'Hexagone ont crû de +1,6 %.

Accord de libre-échange : Le délai référendaire légal accompagnant l'accord de libre-échange entre l'AELE (Suisse, Islande, Norvège, Liechtenstein) et l'Inde ayant été dépassé, sans qu'il ne soit déposé de votation, il n'existe dès lors plus d'obstacle en Suisse pour une entrée en vigueur de l'accord. Celui-ci pourrait ainsi être effectif dès le 1^{er} octobre prochain, si l'ensemble des pays signataires parvenaient à achever leurs processus juridiques internes. Cet accord historique, signé en mars 2024 au terme de 16 ans et 21 cycles de négociations, avait été approuvé par le Conseil fédéral en septembre 2024, puis par le Parlement en mars 2025. Il prévoit notamment la suppression totale ou partielle des droits de douane indiens à l'importation sur environ 95 % des produits industriels suisses, ainsi que des engagements d'investissements des membres de l'AELE en Inde à hauteur de 100 Mds USD. La faîtière patronale Economiesuisse s'est félicitée de ce dépassement du délai référendaire, qui intervient quelques jours après la conclusion des négociations de l'accord de libre-échange avec le Mercosur (cf. [Veille économique et financière du 27 juin au 4 juillet](#)).

Liechtenstein : La Première ministre du Liechtenstein, Brigitte Haas, a indiqué cette semaine qu'un groupe de travail avait été constitué pour étudier les différentes options au sujet d'une éventuelle intégration européenne plus poussée de la Principauté. Bien que la perspective d'une adhésion à l'Union européenne ne semble pas, à ce stade, sérieusement envisagée, la cheffe du gouvernement a rappelé les bénéfices que le pays tirait de ses liens étroits avec l'Union européenne. Le Liechtenstein est déjà membre de l'Espace économique européen, du Conseil de l'Europe, de l'Organisation des Nations unies, de l'Organisation mondiale du commerce et du Fonds monétaire international.

Secteur financier

Politique monétaire : La décision de la Banque Nationale Suisse (BNS) d'abaisser le 19 juin dernier son taux directeur à 0 % commence à peser sur les résultats financiers des banques commerciales, ces dernières voyant leurs marges sur les prêts se réduire, avec pour risque que cela soit répercuté sur les emprunteurs. Plusieurs analystes estiment en effet que la baisse des marges pourrait finir par affecter de façon notable les revenus nets des banques, qui pourraient diminuer d'environ 660 M CHF cette année (pour 20 Mds CHF de revenus en 2024). Pour compenser en partie cette perte et protéger leurs bénéfices, les établissements bancaires pourraient être tentés de rehausser le coût de certains types de crédits, au détriment des consommateurs et des emprunteurs. La perspective du maintien durable du taux directeur à zéro, voire le passage à des taux négatifs, est de plus en plus redoutée par les banques, qui gardent à l'esprit le fait qu'entre 2011 et 2015, période de taux proches de zéro (bien que toujours positifs), les banques avaient enregistré des pertes cumulées de près de 4 Mds CHF.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

<http://www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international>

Responsable de la publication : Gilles BORDES, chef du Service économique de Berne

Rédaction : Julie MURO, Martin ALBOUY, Hortense BIARD

Abonnez-vous : berne@dgtresor.gouv.fr

Clause de non-responsabilité : le service économique s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.